

# TYPOLOGIE DES ACTEURS SOCIAUX ET PROCESSUS DE DECOERCITION : ANALYSE DU LEADERSHIP RELIGIEUX, POLITIQUE ET TRADITIONNEL AU GABON

**Steeve-Thierry BALONDJI**

*Chargé de Recherche (CAMES)*

*Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique  
(CENAREST)*

*Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH)*

*Département de Recherche sur les Dynamiques Sociales (DRDS)*

*balondjisteeve@yahoo.fr; balondjisteeveirsh@gmail.com*

## Résumé

*Les sociétés contemporaines se caractérisent par la coexistence de multiples formes d'autorité, qui s'entrecroisent dans les pratiques sociales et se déploient comme des relations dynamiques entre leaders et acteurs. Au Gabon, autorités politiques, religieuses et traditionnelles coexistent et doivent composer avec des attentes sociales variées et parfois contradictoires. Si les cadres classiques de Weber, Bourdieu et Foucault permettent d'analyser la légitimité, le capital symbolique et les micro-pratiques du pouvoir, ils restent limités pour comprendre les processus discrets de retrait ou de neutralisation de l'autorité. La théorie de la décoercition sociale de Balondji (2019 :7, 2025 :33) met en lumière la manière dont l'autorité peut perdre progressivement sa force contraignante sans contestation ouverte, à travers l'indifférence, le contournement ou la conformité minimale des acteurs. Cette perspective éclaire les dynamiques silencieuses de fragilisation du pouvoir et offre une lecture renouvelée du leadership au Gabon, en soulignant que l'autorité peut se maintenir symboliquement tout en étant socialement affaiblie.*

**Mots-clés :** *Autorité, Leadership, Décoercition sociale, Acteurs sociaux, Gabon*

## Abstract

*Contemporary societies are characterized by the coexistence of multiple forms of authority, intersecting in social practices and unfolding as dynamic relationships between leaders and actors. In Gabon, political, religious, and*

*traditional authorities coexist and face diverse, sometimes conflicting, social expectations. While classical frameworks by Weber, Bourdieu, and Foucault provide insights into legitimacy, symbolic capital, and micro-practices of power, they are limited in accounting for subtle processes of withdrawal or neutralization of authority. Balondji's theory of social decoercion (2019 :7, 2025 :33) highlights how authority can gradually lose its constraining power without open contestation, through indifference, circumvention, or minimal compliance by actors. This perspective illuminates the silent weakening of power and offers a renewed understanding of leadership in Gabon, showing that authority can persist symbolically while being socially diminished.*

**Keywords:** Authority, Leadership, Social Decoercion, Social Actors, Gabon

## Introduction

Les sociétés contemporaines se caractérisent par la coexistence et l'imbrication de multiples formes d'autorité, dont les fondements, les registres de légitimation et les modalités d'exercice diffèrent sensiblement. L'autorité n'y apparaît plus comme un monopole stable et univoque, mais comme une relation sociale dynamique, historiquement construite, traversée par des rapports de force, des croyances et des stratégies d'acteurs. Elle se construit, se négocie et se transforme dans les interactions quotidiennes, ce qui impose une analyse sociologique attentive aux logiques relationnelles qui structurent le leadership et ses recompositions.

Au Gabon, cette pluralité des formes d'autorité est particulièrement manifeste. Aux côtés de l'État et de ses représentants coexistent des autorités religieuses et traditionnelles, dont la légitimité repose respectivement sur des registres légal-administratifs, charismatiques ou coutumiers. Ces figures de leadership évoluent dans un même espace social, mais dans des configurations marquées par l'hybridité normative, la concurrence symbolique et la diversification des attentes sociales. L'autorité y est continuellement mise à l'épreuve : elle doit mobiliser, convaincre, encadrer, mais aussi

composer avec des formes discrètes de retrait, de négociation ou de désengagement.

Les cadres classiques de la sociologie du pouvoir, notamment ceux de M. Weber (1971 : 285), P. Bourdieu (1980 : 88 ;1994 : 107 ;1997 : 222) et M. Foucault (1975 : 31 ;1976 : 121 ;2001 : 299) ; offrent des outils décisifs pour analyser la légitimité, les capitaux symboliques et les micro-relations de pouvoir. Toutefois, ces approches éclairent prioritairement la production, la reproduction ou la diffusion de la domination, et rendent plus difficilement intelligibles les situations où l'autorité demeure formellement reconnue tout en perdant progressivement sa capacité contraignante effective.

C'est à cet angle mort que répond la théorie de la décoercition sociale, développée par Steeve-Thierry Balondji (2019 : 7, op. cit. ; 2025 : 33, op. cit.). Cette perspective propose d'analyser les processus discrets par lesquels l'autorité se vide progressivement de sa force normative, non par confrontation ouverte ou rupture institutionnelle, mais à travers des pratiques ordinaires d'indifférence, de conformité minimale, de contournement ou de retrait. Elle permet ainsi de penser un affaiblissement silencieux du pouvoir, observable dans les interactions quotidiennes et dans les repositionnements stratégiques des acteurs sociaux.

Dans cette perspective, la problématique centrale de cet article peut être formulée ainsi : comment les acteurs sociaux, à travers leurs pratiques différenciées de loyauté, de conformité, de contournement ou de retrait, participent-ils aux processus de décoercition de l'autorité religieuse, politique et traditionnelle au Gabon ?

L'objectif de cette recherche est double. Il s'agit, d'une part, de proposer une typologie des acteurs sociaux impliqués dans ces dynamiques de transformation du leadership ; d'autre part, de montrer en quoi la théorie de la décoercition sociale permet de

renouveler l'analyse des rapports d'autorité dans un contexte marqué par la pluralité normative et l'hybridité institutionnelle. L'article s'organise en deux parties principales. La première précise le cadre méthodologique et situe l'étude dans le paysage théorique des travaux consacrés au pluralisme des formes d'autorité et aux dynamiques de leadership. La seconde présente les résultats empiriques à travers une typologie des acteurs sociaux engagés dans des processus différenciés de décoercition, avant d'en discuter les implications analytiques et théoriques pour la sociologie du pouvoir.

## **I. Méthodologie**

### ***1.1. Approche qualitative interprétative des rapports d'autorité***

Cette étude s'inscrit dans une démarche qualitative interprétative, visant à saisir les logiques sociales, relationnelles et symboliques à travers lesquelles l'autorité est construite et négociée dans les interactions quotidiennes. Ce choix méthodologique se justifie par la nature même de l'objet étudié : l'autorité, la légitimité et le leadership relèvent de processus socialement construits, difficilement appréhendables par des indicateurs quantitatifs standardisés.

L'approche adoptée est résolument relationnelle, au sens où le pouvoir est analysé non comme une propriété des leaders, mais comme le produit d'interactions entre une pluralité d'acteurs situés différemment dans les champs politique, religieux et traditionnel. Cette posture s'inspire à la fois de la sociologie webérienne de la domination (M. Weber, 1971 : 285, op.cit.), de la théorie bourdieusienne des champs et des capitaux (P. Bourdieu, 1980 : 88 ;1994 : 107 ;1997 : 222, op.cit.), et de l'analyse foucauldienne des micro-relations de pouvoir (1975 : 31 ;1976 : 121 ;2001 : 299, op.cit.). Chez Weber, la domination repose sur la croyance en la légitimité, ce qui suppose une

analyse des significations attribuées par les dominés et les dominants. Chez Bourdieu, les notions de champ et de capital impliquent une compréhension fine des logiques symboliques et des perceptions socialement constituées. Chez Foucault, l'attention portée aux micro-relations de pouvoir renvoie à une lecture située, contextuelle et non essentialiste du pouvoir.

Pour mettre en œuvre cette démarche qualitative interprétative, il convient désormais de décrire le terrain d'enquête et la population étudiée.

### ***1.2. Terrain et populations enquêtées***

L'enquête de terrain a été conduite sur une période de vingt-quatre mois, entre janvier 2022 et décembre 2023, avec des retours ponctuels de vérification et de consolidation des données au premier semestre 2024. Cette temporalité relativement longue a permis d'observer non seulement des situations ponctuelles d'interaction avec l'autorité, mais également des dynamiques évolutives de repositionnement, de retrait ou de recomposition des rapports de pouvoir.

Le terrain s'est déployé dans cinq villes stratégiques du Gabon : Libreville, principal centre politique et administratif ; Port-Gentil, pôle économique concentrant d'importantes élites politiques et religieuses ; Mouila, espace marqué par la prégnance du leadership coutumier ; Oyem, ville représentative des réseaux religieux locaux et des autorités traditionnelles du nord ; et Lambaréné, caractérisée par la coexistence dense de figures religieuses et coutumières. Cette diversité territoriale a permis de comparer des contextes urbains, semi-urbains et à dominante plus communautaire, afin d'appréhender les variations locales des rapports d'autorité.

L'accès au terrain s'est effectué par une combinaison de stratégies relationnelles et institutionnelles. Les leaders politiques ont été contactés principalement par le biais de réseaux professionnels et académiques, ainsi que par

l'intermédiaire d'assistants parlementaires et de cadres administratifs servant de relais. Les responsables religieux ont été approchés via des contacts préexistants dans les Églises locales, complétés par des recommandations internes. Quant aux autorités traditionnelles, l'entrée sur le terrain a nécessité des démarches protocolaires formelles, incluant des prises de contact préalables avec des notables ou des intermédiaires communautaires reconnus. Cette médiation relationnelle a été décisive pour instaurer un climat de confiance.

L'accès n'a toutefois pas été exempt de difficultés. Dans le champ politique, une certaine méfiance initiale a été observée, liée à la sensibilité des questions relatives à la légitimité et à l'exercice du pouvoir. Dans le champ traditionnel, les contraintes protocolaires et les différences ethniques et lignagères ont parfois ralenti la prise de rendez-vous. Enfin, dans certains milieux religieux, la crainte d'une interprétation critique des pratiques institutionnelles a nécessité des clarifications répétées sur les objectifs strictement scientifiques de la recherche. Ces obstacles ont été progressivement surmontés par la transparence méthodologique, la garantie d'anonymat et la formalisation d'un consentement éclairé.

L'étude s'est concentrée sur trois types de leadership. Le leadership politique comprend 15 responsables administratifs, élus locaux ou nationaux et cadres de partis. Le leadership religieux regroupe 12 responsables d'Églises chrétiennes (catholiques, protestantes et pentecôtistes), ainsi que des dirigeants de mouvements religieux indépendants. Le leadership traditionnel comprend 10 chefs coutumiers, notables et autorités lignagères localement reconnues.

Autour de ces 37 figures centrales, l'enquête a intégré 70 acteurs périphériques ou relationnels, sélectionnés selon un échantillonnage raisonné fondé sur leur position dans les réseaux d'autorité. L'ensemble représente ainsi 107 entretiens individuels réalisés. Parmi les acteurs périphériques figurent 25

partisans déclarés, 20 collaborateurs ou relais stratégiques, 15 acteurs adoptant une posture opportuniste ou conditionnelle, et 10 opposants ou concurrents symboliques.

Les entretiens semi-directifs, d'une durée moyenne comprise entre 60 et 90 minutes, ont été enregistrés en format audio (avec autorisation explicite) dans 89 cas. Lorsque l'enregistrement n'était pas accepté, des notes manuscrites détaillées ont été prises et retranscrites immédiatement après l'entretien. Le corpus total représente environ 135 heures d'enregistrement audio, intégralement retranscrites, auxquelles s'ajoutent les comptes rendus d'observations non participantes réalisées lors de réunions politiques, cérémonies religieuses et rencontres coutumières.

À partir de cette cartographie du terrain et de la typologie des acteurs observés, il est désormais possible de détailler la stratégie méthodologique adoptée et les procédés de collecte et d'analyse des données qui ont permis de saisir les dynamiques de pouvoir et de décoercition sociale.

### *1.3. Stratégie méthodologique et traitement des données*

Cette recherche repose sur une démarche qualitative interprétative, adaptée à l'analyse des processus sociaux discrets et non conflictuels par lesquels l'autorité perd progressivement sa capacité contraignante. Conformément à la théorie de la décoercition sociale, l'objectif n'est pas d'identifier des formes explicites de contestation, mais de saisir les modalités ordinaires de retrait, de conformité minimale et de désengagement pratique à travers lesquelles les acteurs contribuent à la désactivation sociale du pouvoir.

L'échantillonnage est raisonné et théorique. Les enquêtés ont été sélectionnés en fonction de leur position dans les rapports d'autorité et de leur capacité à éclairer les mécanismes de reconnaissance, de neutralisation ou de vidage de la contrainte. Le principe de variation maximale a permis de croiser différents

types de leadership et de diversifier les profils sociaux, afin de rendre compte de la pluralité des expériences de l'autorité et des modes différenciés d'investissement ou de retrait. La taille de l'échantillon a été déterminée par la saturation théorique.

La collecte des données repose principalement sur des entretiens semi-directifs, conçus pour produire des récits situés portant sur la perception de l'autorité, la relation au leader, les formes de loyauté conditionnelle, de négociation ou de distanciation, ainsi que sur les ressources mobilisées dans ces interactions. Des observations non participantes, réalisées lors de réunions, de cérémonies ou d'événements politiques, religieux ou traditionnels, ont complété les entretiens afin de saisir les dispositifs symboliques et performatifs à travers lesquels l'autorité est mise en scène et, simultanément, fragilisée dans les pratiques.

Les données ont été analysées selon une analyse thématique inductive et comparative. Le processus a combiné un codage ouvert visant à faire émerger les catégories empiriques du désengagement et de la neutralisation de la contrainte, et un codage axial permettant de relier ces catégories à la théorie de la décoercition sociale. Des précautions éthiques strictes ont été intégrées à la démarche : anonymisation des données, consentement éclairé, gestion prudente de thématiques sensibles et protection des personnes impliquées dans un contexte où les questions identitaires peuvent être politiquement instrumentalisées. L'ensemble de cette approche fournit ainsi un cadre méthodologique cohérent et adapté à l'étude de la typologie des acteurs sociaux et le leadership religieux, politique et traditionnel.

Fort de ce cadre méthodologique, il est désormais possible de situer cette étude dans le paysage scientifique existant et d'examiner les travaux antérieurs sur le pluralisme des formes d'autorité, les dynamiques de leadership et les interactions entre acteurs sociaux.

#### *1.4. Revue de littérature*

Les recherches menées sur l’Afrique centrale ont largement mis en évidence le caractère pluraliste des configurations de pouvoir, marqué par l’imbrication des autorités politiques, religieuses et traditionnelles, ainsi que par des dynamiques complexes d’alliance, de concurrence et de négociation entre ces différentes sphères (G. Balandier, 1967 : 93; J.-F. Bayart, 1993 : 100 ; A. Mbembe, 2000 : 37 ; P. Englebert, 2000 : 175 ; J. Tonda, 2005 : 41 ; J.-P. Warnier, 2009 : 21 ; R. Lemarchand, 2009 : 15). Ces travaux soulignent notamment la capacité des leaders à mobiliser plusieurs registres de légitimation afin de consolider leur position dans des contextes institutionnels souvent fragmentés. Toutefois, si cette littérature éclaire les logiques macrosociales du pouvoir et les arrangements entre élites, elle accorde une attention plus limitée à la diversité des acteurs sociaux ordinaires et à leur rôle différencié dans la reconnaissance, la stabilisation ou l’érosion du leadership. La typologie de ces acteurs, leurs modes d’engagement, de loyauté ou de retrait, ainsi que leur impact concret sur la légitimité et l’effectivité de l’autorité demeurent encore insuffisamment explorés de manière systématique.

L’approche wébérienne de la domination (M. Weber, 1971, op.cit. : 285) fournit un cadre analytique central pour appréhender ces dynamiques. En distinguant les formes de domination traditionnelle, charismatique et légale-rationnelle, Max Weber met en évidence le fait que l’autorité repose fondamentalement sur la croyance en sa légitimité. Cette croyance n’est ni automatique ni définitive : elle doit être entretenue, confirmée et parfois réinventée à travers des pratiques sociales, des discours et des interactions. Dans le contexte gabonais, ces idéaux-types se superposent et s’articulent souvent de manière hybride, produisant des configurations de pouvoir où les leaders doivent composer avec des attentes sociales multiples et parfois contradictoires.

Toutefois, l'analyse wébérienne gagne à être complétée par l'apport de P. Bourdieu (1989 : 7), qui insiste sur les dimensions symboliques et relationnelles du pouvoir. Pour Bourdieu, l'autorité ne se maintient que dans la mesure où elle parvient à s'imposer comme légitime, c'est-à-dire à faire reconnaître ses catégories de perception et de classement du monde social. Cette reconnaissance repose sur la détention et la mobilisation de différents types de capitaux (économique, social, culturel et symbolique) inégalement distribués entre les acteurs. Les leaders ne sont donc pas seulement détenteurs d'un statut formel ; ils sont engagés dans des luttes permanentes pour l'accumulation et la conversion de capitaux, au sein de champs sociaux structurés par des rapports de domination. Les acteurs qui gravitent autour du leader participent pleinement à ces luttes, en apportant leur soutien, en négociant leur loyauté ou en contestant la légitimité du pouvoir en place.

La perspective foucauldienne (Foucault, 1975, op.cit. : 31) permet de déplacer le regard vers les micro-mécanismes du pouvoir et les formes diffuses de domination qui traversent les relations sociales. Michel Foucault invite à penser le pouvoir non comme une substance détenue par un acteur central, mais comme un ensemble de relations, de pratiques et de discours qui circulent à travers le corps social. Dans cette optique, l'autorité se construit dans des dispositifs concrets (rituels, normes, techniques de contrôle, pratiques discursives) qui produisent des effets de vérité et orientent les comportements. Les acteurs sociaux ne sont pas de simples récepteurs passifs du pouvoir : ils y participent, le relaient, le contournent ou le subvertissent, selon leurs positions et leurs intérêts.

L'articulation de ces trois approches théoriques permet ainsi de concevoir l'autorité comme une relation sociale multidimensionnelle, à la fois fondée sur la croyance (Weber), la domination symbolique et les capitaux (Bourdieu), et les dispositifs relationnels et discursifs (Foucault). Dans cette

perspective, le leadership ne peut être compris indépendamment des acteurs sociaux qui l'entourent et des interactions à travers lesquelles il se manifeste concrètement.

Cependant, si l'articulation des approches wébérienne, bourdieusienne et foucaldienne permet de saisir la complexité relationnelle de l'autorité et du leadership, elle présente néanmoins un certain nombre de limites analytiques, en particulier lorsqu'il s'agit de comprendre les transformations contemporaines des rapports d'autorité dans des contextes marqués par la pluralité normative, la fluidité des appartenances et l'érosion relative des formes classiques de contrainte.

L'approche wébérienne, bien qu'essentielle pour penser les fondements de la légitimité, demeure largement centrée sur la stabilité relative des croyances qui sous-tendent la domination. Même lorsqu'elle admet l'hybridation des idéaux-types, elle tend à concevoir l'autorité comme une relation orientée vers l'obéissance, laissant en arrière-plan les situations où l'adhésion est partielle, intermittente, stratégique ou réversible. Dans des contextes comme celui du Gabon contemporain, cette perspective peine à rendre compte des formes d'acceptation distanciée, de conformisme pragmatique ou de désengagement silencieux qui caractérisent aujourd'hui de nombreux rapports au pouvoir.

L'analyse bourdieusienne, pour sa part, offre des outils puissants pour comprendre la reproduction de la domination à travers le capital symbolique et l'intériorisation des catégories de perception. Toutefois, elle tend à privilégier une lecture structurelle et reproductrice des rapports de pouvoir, dans laquelle les marges d'autonomie des acteurs apparaissent souvent limitées par leur position dans le champ. Si Bourdieu reconnaît l'existence de luttes et de stratégies, son cadre théorique rend plus difficilement intelligibles les situations où les acteurs se soustraient à l'autorité sans entrer dans une

confrontation ouverte, ni chercher à conquérir une position dominante alternative.

La perspective foucauldienne, bien qu'elle permette de dépasser les conceptions juridico-institutionnelles du pouvoir en mettant l'accent sur les micro-mécanismes, les dispositifs et les pratiques diffuses de domination, tend à dissoudre le pouvoir dans un réseau généralisé de relations. Ce faisant, elle minore la question de la désactivation sociale de la contrainte, c'est-à-dire les processus par lesquels les individus et les groupes cessent progressivement de reconnaître, d'investir ou de relayer l'autorité, sans pour autant produire des formes explicites de résistance ou de subversion.

C'est précisément à cet angle mort des théories classiques que répond la théorie de la décoercition sociale, développée par Steeve Thierry Balondji (2019 : 7, op. cit. ; 2025 : 33, op. cit.). Cette approche propose un déplacement analytique majeur en s'intéressant non seulement aux mécanismes de production, de reproduction ou de diffusion du pouvoir, mais surtout aux processus sociaux par lesquels la contrainte perd progressivement son efficacité, indépendamment de toute rupture institutionnelle ou révolutionnaire.

La décoercition sociale désigne ainsi un processus par lequel l'autorité continue d'exister formellement, mais cesse d'exercer une emprise effective sur les conduites, du fait du retrait progressif de l'adhésion, de la croyance et de l'investissement pratique des acteurs. Contrairement aux approches centrées sur l'obéissance (Weber), la reproduction symbolique (Bourdieu) ou la diffusion des dispositifs (Foucault), la théorie de Balondji met en lumière des situations où les acteurs ne s'opposent pas frontalement au pouvoir, mais le vident de sa capacité coercitive par l'indifférence, la conformité minimale, le contournement routinisé ou la participation purement instrumentale.

Dans cette perspective, le leadership ne s'effondre pas nécessairement sous l'effet d'une contestation visible ; il peut

être décoercisé, c'est-à-dire maintenu dans ses formes, mais privé de sa force sociale contraignante. Cette approche permet de mieux comprendre les dynamiques contemporaines du pouvoir au Gabon, où l'autorité religieuse, politique ou traditionnelle peut continuer à être reconnue symboliquement tout en étant de moins en moins suivie dans les pratiques effectives.

Ainsi, la théorie de la décoercition sociale opère un dépassement des cadres classiques en proposant une sociologie du pouvoir attentive aux formes discrètes de désengagement, aux logiques de retrait et aux modes non conflictuels de transformation de l'autorité. Elle complète les apports de Weber, Bourdieu et Foucault en introduisant une analyse fine des conditions sociales dans lesquelles l'autorité cesse d'agir comme contrainte, sans nécessairement disparaître comme institution ou comme discours.

À partir de cette synthèse des approches classiques et de la théorie de la décoercition sociale, il devient possible d'analyser empiriquement les formes de retrait, de conformité minimale et de désengagement au Gabon, et de dresser la typologie des acteurs qui y participent.

## **II. Résultats et discussion : opérationnalisation empirique de la décoercition sociale sur le terrain gabonaise et typologie des acteurs sociaux**

### ***2.1. Les acteurs symboliquement loyaux mais pratiquement désengagés***

Les acteurs symboliquement loyaux mais pratiquement désengagés occupent une position centrale dans les configurations contemporaines du pouvoir, notamment dans les contextes où l'autorité tend à se maintenir davantage par ses formes que par son efficacité normative réelle. Ils reconnaissent explicitement la légitimité du leader, de l'institution ou de

l'ordre social en place, mais cette reconnaissance relève essentiellement du registre symbolique, discursif et rituel, sans implication pratique substantielle.

Cette loyauté se manifeste par des déclarations de respect, des références à la tradition, à la hiérarchie ou à la norme, ainsi que par une conformité apparente aux attentes institutionnelles. Toutefois, elle ne s'accompagne ni d'une adhésion profonde aux valeurs portées par l'autorité, ni d'un investissement effectif dans les pratiques qu'elle prescrit. L'autorité est ainsi reconnue comme principe abstrait, mais neutralisée dans son application concrète.

Il ne s'agit pas d'une contestation ouverte ni d'un rejet frontal du pouvoir. Au contraire, ces acteurs contribuent à sa reconnaissance publique, tout en opérant une dissociation silencieuse entre l'ordre symbolique et l'ordre pratique. Cette dissociation constitue une modalité subtile de distanciation, souvent plus efficace que la résistance explicite, car elle est difficilement repérable et politiquement peu coûteuse.

Plusieurs dimensions permettent de caractériser cette posture. Elle se manifeste d'abord par une loyauté essentiellement performative et déclarative : la fidélité à l'autorité est avant tout affirmée dans le discours et relève d'une mise en scène sociale destinée à produire une apparence de conformité, sans se traduire par un engagement durable dans l'action, le verbe venant ainsi pallier l'absence de pratique. Elle s'accompagne ensuite d'une ritualisation minimale de la relation d'autorité, l'obéissance étant réduite à des gestes codifiés tels que la présence symbolique, les salutations, la participation cérémonielle ou le respect des formes protocolaires, autant de pratiques qui assurent la reproduction visible de l'autorité sans en renforcer la portée normative. Cette posture repose également sur une externalisation de la norme : les prescriptions institutionnelles ne sont pas intériorisées comme des principes légitimes orientant l'action, mais perçues comme extérieures,

contingentes, voire arbitraires, et donc susceptibles d'être contournées ou ignorées en l'absence de contrôle. Elle s'inscrit enfin dans une rationalité d'évitement fondée sur un calcul implicite visant à prévenir les sanctions sociales, politiques ou symboliques associées à la dissidence, tout en préservant une autonomie maximale dans les pratiques ordinaires. Dans les dynamiques de décoercition, ces acteurs jouent un rôle décisif : ils contribuent au maintien de l'autorité en tant que forme sociale reconnue tout en participant à son affaiblissement comme force régulatrice effective, instaurant par leurs comportements une dissociation progressive entre légitimité symbolique et capacité coercitive. L'autorité continue ainsi d'exister dans les discours, les cérémonies et les représentations collectives, mais elle perd sa capacité à produire de l'obéissance concrète, à structurer les conduites ou à mobiliser durablement les individus. La décoercition opère alors non par rupture, mais par érosion, par dilution silencieuse du pouvoir normatif dans les pratiques ordinaires.

Ce type d'acteurs contribue à ce que l'on peut qualifier de pouvoir à faible intensité, c'est-à-dire un pouvoir reconnu mais faiblement opérant, respecté dans les formes mais peu suivi dans les pratiques, invoqué dans les discours mais rarement mis en œuvre. À ce titre, ils constituent un pilier paradoxal de la stabilité apparente des systèmes d'autorité fragilisés, en assurant leur persistance symbolique tout en limitant leur effectivité. Dans le contexte gabonais, cette configuration se déploie de manière transversale. Elle s'observe d'abord dans le champ religieux, où des fidèles se montrent régulièrement présents aux offices et revendiquent une appartenance confessionnelle affirmée, alors même que leurs pratiques sociales, économiques ou morales s'écartent largement des normes prescrites. Elle apparaît également dans l'ordre coutumier, lorsque les populations continuent de reconnaître verbalement et rituellement l'autorité du chef traditionnel tout en contournant

ses décisions, en en négociant l'application ou en sollicitant d'autres instances de régulation. Elle se manifeste enfin dans le champ politique, à travers des militants nominalement affiliés à des partis ou à des figures de pouvoir, affichant une loyauté déclarative mais demeurant largement passifs lors des mobilisations, des campagnes électorales ou des actions collectives. Dans l'ensemble, ces acteurs incarnent une forme de loyauté sans obéissance, de reconnaissance sans engagement, qui permet à l'ordre institutionnel de persister symboliquement tout en se vidant progressivement de sa substance coercitive. Ils illustrent ainsi l'un des mécanismes les plus discrets mais les plus efficaces de transformation silencieuse des rapports de pouvoir.

C'est précisément dans cette dynamique de maintien symbolique de l'ordre, combinée à une mise à distance pragmatique de ses exigences, que s'inscrit la figure des acteurs de la conformité minimale stratégique, dont l'analyse permet de saisir concrètement les modalités ordinaires de recomposition des rapports d'autorité.

## *2.2. Les acteurs de la conformité minimale stratégique*

Les acteurs de la conformité minimale stratégique se distinguent par une relation instrumentale et calculée à l'autorité. Contrairement aux acteurs symboliquement loyaux mais pratiquement désengagés, ils ne se contentent pas d'une reconnaissance formelle : ils obéissent effectivement, mais de manière strictement conditionnelle, ciblée et réversible. Leur obéissance n'est jamais totale ni durable ; elle est déclenchée uniquement dans les situations où la contrainte est visible, où le contrôle est effectif ou où la sanction apparaît probable.

L'autorité est ici perçue moins comme un principe normatif légitime que comme un risque à gérer. Les règles ne valent que par leur capacité immédiate à produire des effets contraignants. Dès que la surveillance se relâche, que l'incertitude sur la

sanction augmente ou que le coût de la désobéissance diminue, la conformité s'estompe.

Cette posture traduit une rationalité fondamentalement pragmatique, généralement forgée dans des contextes où l'État, les institutions ou les autorités traditionnelles sont perçus comme intermittents, inégalement présents ou arbitraires dans l'application des règles. Elle peut être appréhendée à travers trois dimensions principales. La première tient à un respect sélectif des injonctions : les acteurs opèrent une distinction entre les règles dont la transgression apparaît risquée et celles dont l'inobservation est socialement tolérée ou faiblement sanctionnée, ce qui conduit à une obéissance différenciée, hiérarchisée et fortement contextuelle. La seconde renvoie à une loyauté conditionnelle et réversible, l'adhésion à l'autorité n'étant jamais définitivement acquise mais dépendant de rapports de force conjoncturels, d'intérêts immédiats ou d'avantages escomptés, et pouvant à tout moment être suspendue, déplacée ou renégo-ciée. La troisième concerne une adaptation opportuniste aux contextes de contrôle, les comportements variant en fonction de la visibilité du pouvoir : conformité lorsque le contrôle est explicite, relâchement ou transgression dès que l'autorité se fait distante, diffuse ou incertaine. Cette logique installe une relation fondamentalement instable entre gouvernants et gouvernés, dans laquelle la règle cesse d'être une norme intériorisée pour devenir un simple paramètre stratégique.

Dans le processus de décoercition, ces acteurs contribuent à transformer l'autorité en un dispositif de régulation ponctuelle, activé uniquement par la présence du contrôle. L'autorité conserve une capacité coercitive immédiate, mais perd toute force normative durable.

La règle ne structure plus les conduites sur le long terme ; elle agit par intermittence, de manière discontinue et souvent inefficace. Cette situation produit un pouvoir fragmenté,

contraint de se manifester constamment pour exister, et incapable de s'auto-reproduire par l'adhésion ou l'intériorisation.

La décoercition prend ici la forme d'une désactivation temporelle de l'autorité : elle fonctionne quand elle est visible, s'efface lorsqu'elle ne l'est plus.

Cette posture se manifeste notamment par une obéissance administrative strictement circonstancielle, dans laquelle les règles sont respectées lors des contrôles, des inspections ou des phases de forte visibilité institutionnelle, mais systématiquement contournées dans les pratiques ordinaires. Elle s'exprime également par un soutien politique essentiellement électoral, dépourvu de fidélité durable, caractérisé par une mobilisation ponctuelle à l'occasion des échéances électorales, suivie d'un désengagement rapide une fois l'enjeu immédiat dissipé. Elle se traduit enfin par une adhésion religieuse de nature instrumentale, où l'appartenance confessionnelle est mobilisée comme ressource d'accès à des biens symboliques, sociaux ou matériels, sans que cela n'implique un engagement normatif profond ou durable.

Lorsque ces pratiques de conformité sélective cessent d'être strictement opportunistes pour s'inscrire dans la durée et dans la répétition, elles donnent naissance à des modes d'action stabilisés, ordinaires et largement socialisés, que l'on peut analyser comme des formes de contournement routinisé des normes et des dispositifs d'autorité.

### ***2.3. Les acteurs du contournement routinisé***

Les acteurs du contournement routinisé se situent à un stade plus avancé de distanciation à l'autorité. Ils ne s'opposent pas frontalement aux institutions ou aux figures de pouvoir, mais développent, dans la durée, des stratégies d'évitement stabilisées, socialement partagées et largement normalisées.

Ici, l'autorité n'est ni niée ni affrontée : elle est déplacée, court-circuitée ou reconfigurée. Le respect formel peut subsister, mais l'essentiel de la régulation sociale s'opère ailleurs, dans des espaces parallèles, informels ou relationnels.

Ce type d'acteurs traduit une transformation profonde du rapport au pouvoir : la règle officielle est perçue comme inadéquate, inefficace ou inaccessible, et remplacée par des mécanismes alternatifs de coordination et de légitimation.

Trois traits principaux structurent cette configuration. Elle se caractérise d'abord par le recours systématique à des intermédiaires, l'accès aux ressources, aux décisions ou aux formes de protection passant prioritairement par des médiateurs informels (relations personnelles, notables ou réseaux) qui se substituent aux procédures formelles. Elle repose ensuite sur une négociation informelle des règles, les normes officielles cessant d'être des prescriptions strictement contraignantes pour devenir des points de départ à la discussion, dont l'application est ajustée au cas par cas en fonction des rapports sociaux et des intérêts en présence. Elle implique enfin un déplacement de l'autorité vers des espaces parallèles, l'autorité effective se logeant dans des arènes non institutionnelles telles que les réseaux relationnels, des structures religieuses alternatives, des figures coutumières informelles ou encore des leaders locaux dépourvus de reconnaissance officielle. Ces pratiques produisent une autorité diffuse, fragmentée et pluralisée, qui concurrence directement les structures formelles sans les abolir. Dans la dynamique de décoercition, ces acteurs neutralisent la contrainte en la rendant négociable, indirecte et contournable. L'autorité officielle conserve son statut symbolique, mais perd son monopole de régulation.

La contrainte cesse d'être immédiate et impersonnelle ; elle devient relationnelle, conditionnelle et dépendante des réseaux. Le pouvoir se dilue dans une multiplicité de médiations, rendant

toute application uniforme de la norme pratiquement impossible.

La décoercition atteint ici un niveau structurel : ce n'est plus seulement l'obéissance qui s'effrite, mais l'architecture même de l'autorité.

Cette configuration est observable à travers plusieurs modalités convergentes. Elle se manifeste d'abord par l'existence de réseaux relationnels qui court-circuitent les décisions formelles, l'accès aux services, aux emplois ou aux autorisations reposant davantage sur les relations personnelles que sur l'application des règles officielles. Elle s'exprime également par le développement de pratiques religieuses alternatives, situées en marge ou en concurrence des institutions reconnues, et offrant localement des formes de régulation morale et sociale perçues comme plus efficaces. Elle se traduit enfin par l'émergence d'autorités coutumières concurrentes ou informelles, dont la légitimité ne procède pas de la reconnaissance institutionnelle, mais de leur capacité à produire des effets sociaux concrets et à répondre aux attentes des populations.

Lorsque ces formes de contournement et de substitution ne se limitent plus à des ajustements pratiques, mais s'accompagnent d'un retrait progressif de la reconnaissance accordée aux institutions établies, elles participent d'une logique plus profonde de désengagement, que l'on peut analyser comme une défection silencieuse à l'égard des cadres formels de l'autorité.

#### ***2.4. Les acteurs de la défection silencieuse***

Les acteurs de la défection silencieuse incarnent une modalité avancée de distanciation à l'autorité, caractérisée non par la contestation ou le contournement actif, mais par un retrait progressif, discret et durable des espaces où s'exerce le pouvoir. Leur posture repose sur l'évitement de toute confrontation directe, qu'ils jugent coûteuse, inefficace ou inutile, au profit

d'un désengagement graduel des scènes institutionnelles, politiques, religieuses ou communautaires.

Contrairement aux acteurs du contournement routinisé, ces individus ne cherchent pas à reconfigurer l'autorité ni à la déplacer vers d'autres arènes structurées. Ils cessent simplement d'y investir du temps, de l'attention et de l'énergie. L'autorité continue d'exister formellement, mais elle ne constitue plus pour eux un référent pertinent de sens, de décision ou de coordination.

Cette défection s'opère souvent sans rupture explicite, sans déclaration publique et sans acte de dissidence identifiable. Elle se manifeste par une érosion de la relation, plutôt que par une opposition. L'acteur ne dit pas « non » au pouvoir ; il cesse progressivement de lui répondre.

Trois traits principaux permettent de caractériser cette posture. Elle se manifeste d'abord par un désengagement progressif et cumulatif : le retrait n'est ni immédiat ni spectaculaire, mais se construit à travers une série de micro-décrochages, tels que des absences répétées, une participation de plus en plus rare, et une diminution de l'investissement émotionnel et cognitif. Elle se traduit également par une indifférence croissante à la parole du leader, les discours d'autorité perdant leur capacité d'interpellation et ne suscitant plus ni adhésion ni rejet, mais une neutralité affective, ce qui constitue un des signes les plus nets de la perte de pouvoir symbolique. Enfin, elle se manifeste par un retrait des formes collectives de participation, l'acteur se soustrayant aux dispositifs collectifs (réunions, assemblées, cérémonies, consultations) privant ainsi l'autorité des espaces où elle se met en scène et se reproduit socialement. Cette posture traduit un déplacement des priorités vers des sphères jugées plus efficaces, plus protectrices ou plus signifiantes, souvent privées ou informelles.

Dans la dynamique de décoercition, les acteurs de la défection silencieuse jouent un rôle décisif par soustraction sociale. En se

retirant sans bruit, ils privent l'autorité de son public, de sa base d'interaction et de sa capacité de résonance collective.

L'autorité, même dotée de ressources symboliques ou coercitives, ne peut fonctionner sans audience. Lorsque les espaces de participation se vident, le pouvoir perd sa dimension performative : il parle, mais n'est plus écouté ; il ordonne, mais n'est plus relayé.

La décoercition s'accélère ici par dépeuplement des scènes de pouvoir. Ce mécanisme est particulièrement corrosif, car il est difficilement réversible et peu visible dans l'immédiat, tout en produisant des effets structurels profonds.

Cette défection silencieuse se manifeste principalement par l'abandon progressif des réunions communautaires, autrefois centrales dans la régulation locale mais désormais perçues comme inefficaces ou déconnectées des réalités sociales. Elle se traduit également par une désaffection des institutions religieuses établies, au profit d'une religiosité privée, intermittente ou non institutionnalisée. Elle s'exprime enfin par le retrait des arènes politiques locales, caractérisé par une baisse de participation aux réunions de quartier, aux instances consultatives ou aux activités partisanes de proximité.

Lorsque le retrait silencieux des acteurs ne se limite plus à une simple désaffection mais s'accompagne d'initiatives visant à remodeler, affaiblir ou contourner activement les dispositifs de contrainte, il devient pertinent de considérer ces comportements sous la figure des acteurs décoerceurs actifs.

### ***2.5. Les acteurs décoerceurs actifs***

Les acteurs décoerceurs actifs occupent une position singulière dans les dynamiques de transformation de l'autorité. Ils ne se présentent pas nécessairement comme des opposants, des dissidents ou des contestataires explicites. Leur action est souvent diffuse, relationnelle et socialement intégrée. Pourtant,

ils jouent un rôle central dans la diffusion, la légitimation et la stabilisation de la décoercition comme phénomène collectif.

Ces acteurs contribuent à transformer des pratiques individuelles de distanciation en normes sociales partagées. Ils produisent des cadres interprétatifs qui rendent le contournement, la non-obéissance ou le désengagement non seulement acceptables, mais rationnels et socialement justifiés.

Trois dimensions principales caractérisent leur rôle. Elles incluent d'abord la production et la circulation de discours relativisant l'autorité, diffusant des récits qui en minimisent la portée : « cela ne sert à rien », « ce n'est plus comme avant », « on peut faire autrement » ; sans pour autant appeler à la révolte. Elles englobent également la légitimation sociale du contournement, en normalisant les pratiques d'évitement et de négociation, transformant ainsi des comportements initialement marginaux en pratiques ordinaires et socialement admises. Enfin, elles reposent sur une influence relationnelle sur d'autres acteurs, leur pouvoir ne découlant pas d'une position institutionnelle formelle mais de leur capacité à orienter les perceptions et les comportements au sein de réseaux sociaux, familiaux, professionnels ou communautaires. Ces acteurs agissent comme des vecteurs de diffusion de la décoercition, reliant des expériences individuelles dispersées en une dynamique collective cohérente.

Dans le processus de décoercition, les acteurs décoerceurs actifs jouent un rôle structurant : ils transforment une somme de pratiques éparses en un climat social durable de distanciation à l'autorité.

Ils contribuent à déplacer les seuils de tolérance à la non-obéissance, à redéfinir ce qui est perçu comme normal, acceptable ou légitime. Ce faisant, ils affaiblissent durablement la capacité de l'autorité à réimposer ses normes, même par la contrainte.

La décoercition devient ainsi auto-entretenu, portée par des logiques sociales internes plutôt que par une opposition frontale. Ces acteurs se manifestent notamment sous la forme de leaders d'opinion informels, influents dans les quartiers, les cercles professionnels ou les réseaux sociaux, sans posséder de statut officiel. Ils prennent également la figure de médiateurs sociaux, capables de résoudre des conflits ou d'organiser l'accès aux ressources en dehors des circuits institutionnels. Enfin, ils incluent des figures religieuses ou coutumières alternatives, dont la légitimité repose sur l'efficacité perçue et la proximité sociale plutôt que sur une reconnaissance formelle.

## **Conclusion**

Cette recherche avait pour ambition d'analyser les transformations contemporaines de l'autorité au Gabon à partir d'une double démarche : une opérationnalisation empirique des processus de décoercition sociale et l'élaboration d'une typologie des acteurs impliqués dans ces dynamiques. L'étude confirme que la pluralité des formes d'autorité (politique, religieuse et traditionnelle) ne garantit nullement leur effectivité coercitive. Au contraire, ces figures de leadership peuvent demeurer symboliquement reconnues tout en étant progressivement désactivées dans les pratiques ordinaires.

L'analyse empirique a permis d'identifier cinq configurations d'acteurs participant, à des degrés différenciés, à cette transformation silencieuse du pouvoir : les acteurs symboliquement loyaux mais pratiquement désengagés, les acteurs de la conformité minimale stratégique, les acteurs du contournement routinisé, les acteurs de la défection silencieuse et, enfin, les acteurs décoerceurs actifs. Cette typologie met en évidence que la décoercition ne procède ni d'une rupture brutale ni d'une contestation spectaculaire, mais d'une série de micro-

pratiques cumulatives qui dissocient progressivement reconnaissance symbolique et obéissance effective.

L'un des principaux apports de cette étude réside dans la mise en lumière de cette dissociation. L'autorité peut continuer d'exister comme forme institutionnelle, comme référence normative ou comme cadre discursif, tout en perdant sa capacité à structurer durablement les conduites. Le pouvoir se maintient alors dans les cérémonies, les discours et les représentations collectives, mais il s'affaiblit dans l'ordinaire des pratiques sociales. Cette tension entre légitimité déclarée et efficacité réelle constitue un indicateur central des recompositions contemporaines du leadership.

Sur le plan théorique, la recherche montre que la théorie de la décoercition sociale permet de prolonger et de dépasser certaines limites des approches classiques de la domination. Là où l'analyse wébérienne insiste sur la croyance en la légitimité, où la perspective bourdieusienne met l'accent sur la reproduction symbolique et où l'approche foucauldienne examine la diffusion des dispositifs de pouvoir, la décoercition sociale introduit une sociologie du retrait, attentive aux formes ordinaires de désactivation de la contrainte. Elle propose ainsi un déplacement analytique majeur : penser non seulement la production du pouvoir, mais aussi son érosion silencieuse.

La portée utilitaire de cette étude apparaît à plusieurs niveaux. Sur le plan analytique, elle offre un cadre d'interprétation des difficultés de mobilisation politique, de la faible participation aux dispositifs institutionnels et des tensions récurrentes entre autorités formelles et régulations informelles. Sur le plan institutionnel, elle invite les acteurs publics, religieux et coutumiers à interroger non seulement leur légitimité symbolique, mais aussi les conditions sociales concrètes de l'adhésion effective. Elle suggère que la stabilité apparente d'un système d'autorité peut masquer une fragilité structurelle liée au retrait progressif des acteurs.

Enfin, sur le plan comparatif, la grille de lecture proposée peut être mobilisée dans d'autres contextes africains ou au-delà, notamment dans des sociétés caractérisées par l'hybridité normative, la pluralité des centres de pouvoir et la rareté des contestations ouvertes. Elle permet d'analyser des situations où le changement social ne passe pas par la rupture visible, mais par une transformation graduelle des rapports à la norme et à la contrainte.

En définitive, cette recherche plaide pour une sociologie du pouvoir attentive aux formes discrètes, relationnelles et cumulatives de transformation de l'autorité. Elle montre que le leadership ne s'effondre pas nécessairement sous l'effet de la contestation ; il peut s'éroder silencieusement, par retrait, par distanciation et par redéfinition pragmatique des rapports sociaux. C'est dans ces dynamiques ordinaires, souvent invisibles, que se jouent les recompositions contemporaines du pouvoir au Gabon.

## **Bibliographie**

- BALANDIER Georges, 1967. *Anthropologie politique*, Presses Universitaires de France, Paris.
- BALONDJI Steeve-Thierry, 2019. « La sexualité de divertissement en milieu urbain gabonais », *Revue Gabonaise de Sociologie*, N°10, pp. 7-18.
- BALONDJI Steeve-Thierry, 2025. « Penser la décoercition sociale au prisme des mutations familiales et genres », *La Revue Africaine des Sciences Sociales*, N°4, pp. 33-48.
- BAYART Jean-François, 1993. *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, Paris.
- BOURDIEU Pierre, 1980. *Le sens pratique*, Minuit, Paris.
- BOURDIEU Pierre, 1984. *Questions de sociologie*, Minuit, Paris.

- BOURDIEU Pierre, 1989. *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Minuit, Paris.
- BOURDIEU Pierre, 1994. *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Seuil, Paris.
- BOURDIEU Pierre, 1997. *Méditations pascaliennes*, Seuil, Paris.
- ENGLEBERT Pierre, 2000. *State Legitimacy and Development in Africa*, Lynne Rienner Publishers, Boulder & London.
- FOUCAULT Michel, 1975. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Gallimard, Paris.
- FOUCAULT Michel, 1976. *Histoire de la sexualité, tome 1 : La volonté de savoir*, Gallimard, Paris.
- FOUCAULT Michel, 2001. *Dits et Écrits II*, Gallimard, Paris.
- LEMARCHAND René, 2009. *The Dynamics of Violence in Central Africa*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia.
- MBEMBE Achille, 2000. *De la postcolonie*, Karthala, Paris.
- TONDA Joseph, 2005. *Le souverain moderne*, Karthala, Paris.
- WARNIER Jean-Pierre, 2009. *The Pot-King. The Body and Technologies of Power*, Brill, Leiden.
- WEBER Max, 1971. *Économie et société*, Plon, Paris.